

Lettre ouverte au Président et aux Elus de Clermont-Auvergne Métropole

En cette période où le gouvernement fait le choix d'alléger les impôts de production des entreprises, dans un objectif de renforcer leur compétitivité et l'attractivité des territoires, CLERMONT AUVERGNE METROPOLE décide d'augmenter son taux de fiscalité au niveau local !

Force est de constater que depuis 15 ans, les impôts locaux ne cessent d'augmenter. A l'inverse des ambitions du gouvernement, vous vous apprêtez à voter encore une nouvelle hausse de près de 20% !

Face aux ambitions affichées d'attractivité et de solidarité, vous prenez des mesures fiscales qui pénaliseront très fortement les entreprises.

Selon nos calculs estimatifs, les hausses annoncées impacteront inévitablement nos entreprises financièrement : de 600 euros de coûts supplémentaires pour une très petite entreprise de services et jusqu'à 20 000 euros pour une ETI performante.

Comment les entreprises, déjà fortement impactées par la crise sanitaire que nous traversons depuis 2 ans, peuvent-elles supporter de telles hausses ?

Comment de nouvelles entreprises pourraient être attirées par une métropole, classée parmi celles qui taxent le plus dans l'hexagone ?

Rappelons que nos entreprises ont assumé leurs responsabilités en particulier en préservant au mieux les emplois (avec le soutien fort de l'Etat) et fait preuve d'une grande agilité pour traverser cette crise.

Alors même qu'une reprise s'amorce, leur permettant d'envisager avec un peu moins d'angoisse le remboursement des PGE largement utilisés dans notre métropole, vous venez, par ces augmentations de détruire le « petit mieux » que nous espérions, pour continuer à participer à la richesse économique locale.

Des signaux négatifs très forts sont donnés par la municipalité de Clermont-Ferrand, en plus de ces augmentations. En effet, nous regrettons l'opposition d'une partie importante des élus à la reprise de la liaison aérienne entre Aulnat et Orly, alors même que cela est indispensable au développement économique et touristique de notre métropole. Au même titre que lorsqu'il est décidé d'une zone piétonne, impactant et pénalisant très fortement l'activité de nos commerçants, artisans, transporteurs et résidents.

Certes la Métropole propose un projet ambitieux de développement, mais est-il convenable qu'il soit à l'origine de nouvelles hausses d'impôts touchant exclusivement nos entreprises, qui au demeurant financent déjà en très grande partie d'autres projets tels que l'accroissement des transports en commun ?

En résumé de ce qui précède, nous vous demandons de **repousser cette hausse d'impôts de 2 années** afin de permettre à nos entreprises de retrouver un équilibre financier mis à mal par la crise sanitaire.

Nous vous demandons également d'agir collectivement, de donner au monde économique la place qu'il mérite et non de le solliciter seulement pour contribuer financièrement aux projets territoriaux. Nous souhaitons être associés plus largement aux réflexions sur le développement et le rayonnement de notre belle métropole.

Jean-Philippe PAILLON
Président CPME Puy-de-Dôme

Claude VINCENT
Président MEDEF Puy de Dôme